



SNPES PJJ FSU Seine-Saint-Denis  
snpespjfsu93@gmail.com

## **La DT 93 ouvre grand ses portes à l'extrême-droite et à Bolloré : opposons-nous à la venue du JDD !**

*Bobigny, le 27/07/2026*

Après la promotion par l'administration des contenus de Tibo Inshape, youtubeur masculiniste, et la diffusion d'un documentaire programmé sur la chaîne Cnews, chaîne d'opinion relayant les thèses de l'extrême droite la plus radicale, c'est désormais la DT 93 qui s'illustre par sa compromission vis-à-vis de l'extrême droite. En effet, nous avons appris cette semaine que le directeur territorial de Seine-Saint-Denis avait invité le JDD, journal ouvertement marqué à l'extrême droite et détenu par Vincent Bolloré, à rencontrer plusieurs unités du territoire le jeudi 30 juillet afin d'en tirer un article. **Le SNPES-PJJ/FSU 93 s'inquiète vivement de la venue d'un journal d'extrême droite au sein de nos services et s'y oppose fermement.**

Depuis le rachat du JDD par Bolloré en 2023 et le placement du chroniqueur d'extrême droite Geoffroy Lejeune à la tête de la direction éditoriale, le JDD s'est distingué par la propagation des idées les plus nauséabondes au sein du débat public français. Il convient également de s'attarder sur le personnage de Geoffroy Lejeune, qui s'était fait connaître, alors directeur de la rédaction du torchon *Valeurs actuelles*, par la diffusion de dessins immondes représentant la députée Danièle Obono sous les traits d'une esclave. Plusieurs "journalistes" de cette rédaction ont par ailleurs été condamnés pour "injures à caractère raciste".

Geoffroy Lejeune a quitté Valeurs Actuelles mais ses idées, elles, sont restées les mêmes. Lors de son arrivée à la tête du JDD, ce chroniqueur d'extrême droite s'était heurté à la résistance courageuse d'une centaine de journalistes de ce journal, qui avaient mené une grève historique de quarante jours. La plupart des membres de la rédaction avaient refusé de rester les bras croisés face à la "bollorisation" du JDD et avaient décidé de quitter ce journal. Depuis, Geoffroy Lejeune a utilisé sa fonction à la tête du JDD pour diffuser les propos les plus rances sur la question des mineurs sous main de justice et du travail social : « *Les gamins de 14 ans ont perdu la peur du gendarme et du professeur* », « *Pour casser l'ensauvagement de ces générations* »,... Ces propos participent à la banalisation des violences

commises sur les enfants et véhiculent une vision raciste et essentialisante des jeunes que nous accompagnons. Réduire la jeunesse à des clichés, préférer l'autorité et la violence à l'éducation émancipatrice, substituer la peur à la confiance indispensable à toute relation éducative : voilà des idées que nous refusons d'accepter et que nous combattons au quotidien.

Le directeur territorial feint de ne pas voir le problème posé par la venue de journalistes du JDD. Il serait même prévu que des familles d'adolescent.e.s suivi.e.s soient interrogées. Plusieurs professionnel.le.s ont exprimé leur profond malaise face à cette demande. En effet, la confiance que les parents peuvent accorder aux professionnels qui accompagnent leurs enfants n'a pas vocation à être mobilisée pour faciliter le travail d'un journal d'extrême droite, dont les prises de position sur la jeunesse, les adolescent.e.s que nous accompagnons et les quartiers populaires ne font aucun doute. Un service public n'a pas à ouvrir ses portes à un journal d'extrême droite, d'autant plus que cela est incompatible avec les exigences de neutralité et de déontologie qui doivent guider nos missions.

Dans ces conditions, et en présence de la direction territoriale, les professionnel.e.s pourront-ils librement exprimer leur désaccord ? Par ailleurs, comment garantir que les propos des professionnels ne seront pas déformés pour alimenter le récit de l'extrême droite sur la jeunesse et la délinquance des mineurs ? Rien n'en est moins sûr !

**À l'approche de l'échéance présidentielle de 2027, le SNPES-PJJ/FSU 93 refuse de voir la PJJ devenir le relais d'une entreprise de banalisation des idées d'extrême droite. On ne discute pas avec des journaux qui passent leur temps à dénigrer le travail social et le public que nous accompagnons, on les combat ! La PJJ n'est pas un laboratoire pour les idées réactionnaires et fascisantes, elle est un service public au service d'une justice des mineurs éducative et émancipatrice !**

**Le SNPES-PJJ/FSU 93 appelle l'ensemble des collègues, des cadres et des services à refuser de répondre aux sollicitations de ce journal. Faire le choix de ce refus, c'est faire le choix de rester fidèle aux valeurs qui ont toujours porté la PJJ !**